

Le capitalisme sombre sous l'immoralité

par Michel Rocard

05.03.08

Le 28 mai 1890, Jean Jaurès publiait dans *La Dépêche du Midi* un superbe éditorial qu'il titrait "*Patrons français, soyez fiers de l'être*". Dans cet hymne à tous ceux qui exercent la difficile fonction de direction dans l'art de produire, il dit à la fois son admiration et son intelligence profonde de leurs risques, de leurs difficultés et de leurs peines. Il fixait en même temps, on l'a trop oublié, la ligne générale de la social-démocratie internationale dès lors que celle-ci a abandonné l'idée de remplacer le capitalisme et sa brutalité mais aussi l'économie de marché par l'administration centralisée de l'économie plus ou moins appuyée sur l'appropriation collective des moyens de production et d'échange.

Assurant la liberté d'entreprendre, de produire et de commercer, l'économie de marché est à la fois le point d'ancrage et la garantie de la liberté tout court dans notre civilisation. Elle est vieille de plus de trois mille ans. Vieux, lui, d'à peine plus de deux cents ans, le capitalisme y a ajouté – par la machine et l'épargne collectivement utilisée – un système de production de masse inouï dont on n'a jamais inventé ni l'équivalent ni le substitut.

Dès la fondation du capitalisme, nombreux furent ceux qui remarquèrent qu'il avait d'autant plus besoin d'éthique qu'il avait moins besoin de règles. Les créateurs de la théorie économique qui l'encadrait étaient presque tous des moralistes : Adam Smith, David Ricardo, François Quesnay... Et l'un des plus rudes patrons industriels de la première moitié du XX^e siècle, Henry Ford, estimait que la capacité du capitalisme à éviter les règles étatiques paralysantes était directement liée à sa capacité de s'imposer une éthique exigeante. Notamment, par exemple, le principe qu'un patron ne saurait se payer plus de quarante fois le salaire moyen de ses salariés. Cette règle fut respectée jusque vers les années 1990.

Il est utile de se souvenir de tout cela quand explose en France le scandale de l'UIMM, aggravé du scandale de l'indemnité de départ de Denis Gautier-Sauvagnac – vingt-six fois le salaire annuel d'un agrégé de l'université – et compliqué du refus de la fédération patronale de la métallurgie d'accepter la remise en ordre exigée par la présidente du Medef, Laurence Parisot. Cette très efficace et droite présidente de PME a bien compris que l'affaire était essentielle. A l'évidence, il y a du souci à se faire si le système devient illégitime et inacceptable. Mais il y a beaucoup plus. Cet incident survient à un moment où tous les pronostics de croissance économique sont révisés à la baisse, où une crise bancaire et financière fait rage, bref où il semble que nous entrons dans une récession mondiale.

L'ouverture de la crise se fait dans le secteur des prêts hypothécaires américains. Elle est le résultat d'une technique bancaire nouvelle consistant à prêter massivement de quoi devenir propriétaire de son logement à toute une population aux revenus moyens ou faibles, sans se soucier des possibilités de remboursement. L'espoir du gain pour les prêteurs n'est plus fondé sur le paiement des loyers, mais sur la valeur des maisons que l'on expropriera et revendra autant que nécessaire. Un million trois cent mille Américains ont été ainsi expropriés ces deux dernières années et trois millions d'autres sont menacés. L'effondrement du système traduit la résistance sociale à cette situation. La rapacité bancaire s'est là débarrassée de tout scrupule

découlant du fait que ses victimes étaient des êtres humains. La cause majeure de la crise est clairement l'immoralité.

Deuxième élément. Les détenteurs de ces créances douteuses savaient fort bien que les titres dont ils s'étaient ainsi rendus propriétaires étaient frelatés. Plutôt que d'analyser, de provisionner et de soumettre le tout aux régulateurs nationaux ou aux agences de notation, ils ont préféré mélanger ces titres avec d'autres, moins incertains, pour revendre dans le monde entier de tels paquets de crédits, dont le mélange avec des crédits dérivés assurait l'opacité totale. C'est une deuxième immoralité massive, également liée à l'esprit de lucre. Et c'est ainsi que toutes les grandes banques de la planète ont vu leurs bilans infestés de créances incertaines dont le montant est imprévisible : on parle de centaines de milliards de dollars. Les banques se sont mises à se méfier les unes des autres, et donc ne se prêtent plus, ce qui est le mécanisme même de l'aggravation de la crise financière en même temps que de sa transmission à l'économie physique, réelle. Ainsi nous acheminons-nous vers une récession aux proportions incalculables.

Troisième élément. Tout cela n'aurait peut-être qu'une gravité limitée à la seule sphère financière si au même moment nous ne rencontrions pas les prodromes d'une crise économique. De 1945 à 1975, le capitalisme reconstruit d'après-guerre, parce que sérieusement régulé, a connu dans le monde développé une croissance régulière et rapide (5% par an), une absence complète de crises financières internationales et surtout le plein-emploi partout.

Depuis les années 1990, la croissance est molle, inférieure de plus de moitié aux scores de l'ère précédente, les crises financières régionales ou mondiales se multiplient, et le quart de toutes nos populations sont soit au chômage, soit en travail précaire, soit encore exclues du marché du travail et tout simplement pauvres.

La principale cause de ce drame planétaire est le réveil de l'actionnariat. Celui-ci, plutôt maltraité de 1945 à 1975, s'est réveillé et puissamment organisé en fonds de pension, fonds d'investissements et fonds d'arbitrage ou hedge funds. Il a pris souvent le pouvoir et toujours de fortes minorités dans toutes les grandes entreprises de la planète. Il a partout pressuré les revenus du travail pour assurer de meilleurs dividendes. En trente ans, la part des revenus directs et indirects du travail a perdu près de 10% dans le partage du PIB dans tous les pays développés au bénéfice du profit et non de l'impôt.

La stagnation des salaires réels, l'externalisation des tâches vers des PME sans syndicats et soumises à l'aléa des renouvellements de contrats, la multiplication des contrats précaires et bien sûr la multiplication des OPA, moyens de soumettre les directions à l'obligation de mettre en œuvre ces pratiques, sont les diverses formes de diffusion de ces politiques. La baisse des revenus salariaux dans le PIB est celle des revenus les plus disponibles pour la consommation, qui, faute de moteur, devient faible. C'est l'essentiel de nos classes moyennes supérieures, qui, via les placements boursiers, a mis ses espoirs dans le gain en capital et non plus dans le résultat du travail. Nouvelle immoralité.

Quatrième élément. Les générations d'aujourd'hui deviennent âpres au gain. On a appris il y a deux ans comment les grandes banques ne peuvent actuellement éviter de surpayer leurs traders : ils s'en vont en Asie. Jérôme Kerviel a même démontré comment on pouvait être désintéressé pour soi-même en servant, jusque dans la démesure, un système fou d'accaparement. Les indignités cumulées d'un Antoine Zacharias [*ancien PDG de Vinci qui a*

perçu 13 millions d'indemnités] ou d'un Noël Forgeard [*ex-président d'EADS parti avec une prime de 8,5 millions d'euros*], ou celles de l'UIMM sont presque peu de chose comparées à ce qui se passe ailleurs. Siemens, Volkswagen et la Bundespost sont confondues de corruption ou de fraude fiscale. Le nombre de sociétés en délicatesse avec la justice pour cause de trucages comptables, de délits d'initiés ou d'abus variés devient inquiétant. Nombre d'entre elles sont poussées à ces délits par leurs propres cadres.

Pour moi, la cause est entendue : **le capitalisme sombre sous l'immoralité**. Nous sommes en train de découvrir qu'il risque techniquement d'y succomber. Tel est le contexte de l'affaire de l'UIMM. Ne sourions pas de ce combat sans merci interne à une catégorie de gens à laquelle nous n'appartenons pas : les riches. Le problème est que leur voracité menace le système lui-même dans lequel nous vivons. Le combat de Mme Parisot nous concerne donc tous : il ne s'agit pas seulement de redonner sa dignité à un système qui en a bien besoin, mais surtout de lui permettre de revenir à un fonctionnement efficace et régulier. Nous avons choisi la libre entreprise. Elle exige de bons patrons, respectables et intègres. Sans éthique forte, il n'y a plus de capitalisme. Il va probablement devenir nécessaire que la règle publique y pourvoie.

Michel Rocard est député socialiste européen et ancien premier ministre